

BILAN RÉGIONAL PACA / CORSE

RÉTROSPECTIVE DES ACTIONS

...

www.udes.fr/paca-corse

**ANNÉE
2022**



**Employeurs
engagés !**

FOCUS SUR LA VIE REGIONALE DE L'UDES

Dans les régions Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse, l'Union se structure autour d'un unique Collège régional, espace de concertation auquel participent l'ensemble des membres actifs de l'Union dans les deux régions, et d'une Délégation régionale. La Délégation régionale soutient la représentation portée par une Déléguée régionale, garante de la promotion, du positionnement et des missions de l'UDES en région, d'une Déléguée régionale adjointe et d'une Déléguée territoriale en Corse. La Déléguée régionale de l'UDES est [Colette BELLET](#), la Déléguée régionale adjointe est [Aurélie RICHER-ROSSI](#) et la Déléguée territoriale Corse est [Julie BARANOVSKY](#). **Les membres du Collège et la délégation régionale ont été désignés au printemps 2022 pour un nouveau mandat de trois ans, jusqu'en 2025.**

Le développement de la région UDES Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse est accompagné par [Guillaume POINSIGNON](#), Chargé d'animation et de développement territorial. Entre octobre 2021 et septembre 2022, les régions furent suivies par [Judith MAHY](#), Assistante territoriale.

Chiffres clés de la représentation de l'UDES en Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse :

- Services sanitaires, sociaux, médico-sociaux à domicile et services à la personne : 264 structures et 11 408 salariés
- Etablissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux : 151 structures et 24 295 salariés
- Mutualité : 29 structures et 13 823 salariés
- Spectacle, Animation, Activités récréatives, Sport, Education populaire : 1 116 structures et 11 770 salariés
- Coopératives : 375 structures et 5 339 salariés
- Insertion, Formation, Actions de prévention et d'accompagnement à caractère social, Petite enfance : 283 structures et 8 549 salariés

L'UDES représente **2 200 entreprises** en Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse, employant plus de **75 000 salariés**.



[Téléchargez le livret régional Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse](#)

L'étape du Tour de France de l'UDES en Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse

Le Collège régional de l'UDES s'est réuni à cinq reprises cette année avec un temps fort, le 28 septembre dans la Mairie des 1^{er} et 7^{ème} arrondissements de la Ville de Marseille, puisqu'il s'agissait de [l'étape du Tour de France en Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse](#). Ce temps institutionnel s'est déroulé en présence d'un grand nombre de partenaires et d'employeurs de l'ESS.



A cette occasion, Manuella PINTO, Administratrice de l'UDES en charge des régions, et Sébastien DARRIGRAND, Directeur Général de l'UDES, ont pu exposer les grandes orientations de l'Union pour les prochaines années devant une quarantaine de participants.

Ce temps institutionnel a été clôturé par **Agnès ROSSI**, Conseillère régionale en charge de l'ESS. Cette dernière a réaffirmé son soutien aux acteurs de l'économie sociale et solidaire.

La volonté d'améliorer l'employeurabilité dans l'ESS (voir [l'Appel des employeurs engagés](#)) s'est récemment traduite par le démarrage de travaux en région Provence-Alpes-Côte d'Azur autour d'un Contrat d'études prospectives (CEP) dédié à l'attractivité de l'ESS en région et porté par l'UDES : [« Métiers 2030 : attirer et fidéliser dans l'ESS »](#).

Nous remercions les sponsors de cet événement, à savoir APICIL et la GMF.

DES PROJETS PORTÉS PAR L'UDES ET SES PARTENAIRES EN 2022

En Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse, l'UDES porte d'ambitieux projets pour accompagner les employeurs de l'ESS.

Métiers 2030 : attirer et fidéliser dans l'ESS

Dans une étude menée par le CARIF-OREF sur 167 métiers observés, 73 sont qualifiés de métiers en tension forte et 28 en tension élevée, notamment dans l'aide et soins à domicile ou le social, sanitaire et médico-social. Il ne s'agit pas d'un phénomène récent car les tensions sur le marché du travail dans l'ESS sont en hausse depuis 2015, et les besoins de recrutement se sont intensifiés. Par ailleurs, le champ de l'ESS va devoir faire face au renouvellement intergénérationnel. Le taux de retrait est de 30,9 % en région Provence-Alpes-Côte d'Azur du fait d'une forte présence de seniors dans la main d'œuvre régionale. A cela, s'ajoutent les effets des crises économiques et sanitaires qui pourraient bloquer les opportunités d'emplois.

Pour répondre à ces enjeux, l'UDES, soutenue par le Conseil régional de la Région Sud et la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS), s'est engagée dans la réalisation d'un [Contrat d'études prospectives \(CEP\)](#). Il a pour objet d'anticiper les évolutions de l'emploi et des compétences d'ici 2030, tout en prenant en compte les conséquences des mutations économiques, sociales et démographiques. Un consortium composé de l'Observatoire régionale de l'ESS (CRESS), du CARIF-OREF, d'IYATUS CONSEIL, d'OYA CONSEIL et de RESILIENCE LAB, est le prestataire de cette étude.

Le plan d'actions guidera les projets de l'UDES dans les prochaines années mais également ceux de ces partenaires et financeurs, à savoir le Conseil régional, la DREETS [et l'Espace Régional de Dialogue Social de l'économie sociale et solidaire \(ERDS\)](#) de Provence-Alpes-Côte d'Azur, réunissant l'UDES, la CFDT, la CFE-CGC, la CFTC et CGT.



Le développement du dialogue social territorial

Les membres de l'[ERDS](#) se sont entendus pour travailler sur les enjeux suivants entre 2023 et 2026 :

- Sécuriser les parcours professionnels des salariés, et tout particulièrement dans les métiers en tension ;
- Encourager un dialogue social de qualité dans les petites entreprises de l'ESS ;
- Favoriser une organisation du travail, par le biais du management et de la qualité de vie au travail, au bénéfice de toutes et tous.

Ces orientations seront précisées à la lumière des résultats du Contrat d'études prospectives.

Regroupant les membres de l'UDES et les représentants des organisations syndicales de salariés, l'ERDS est un lieu de promotion d'un dialogue social de projet et est l'unique espace régional dédié au dialogue social dans l'ESS. **Le dialogue social territorial se définit comme un dialogue social de projet** qui ne vise pas à la négociation. C'est un espace d'échanges et de construction entre représentants des syndicats d'employeurs de l'ESS et des syndicats de salariés qui vise le partage, la définition et le suivi de projets concertés, en application ou en complémentarité avec les travaux menés au niveau national, par les branches ou le champ multi professionnel.

Retrouvez le rapport d'activités des ERDS 2021, [en cliquant sur ce lien](#).



Une mobilisation de l'UDES aux temps forts de l'ESS

Tout au long de cette année, l'UDES s'est mobilisée aux côtés de ses partenaires pour valoriser l'ESS et ses employeurs.

Elle a contribué à l'organisation des Assises de l'ESS à Digne-les-Bains, le 24 novembre, en animant notamment un atelier sur la mesure de l'impact social et en présentant son outil, [Valor'ESS](#). Pendant le Mois de l'ESS, l'Union a également participé au Salon ESS Sud sur une table ronde ayant pour thème « Comment les entreprises de l'ESS innovent et répondent aux transitions indispensables à notre société », ainsi qu'à la matinale de l'Apec destinée à présenter les métiers auprès de cadres en reconversion et de jeunes diplômés. Elle était déjà intervenue à un événement à destination des jeunes en avril 2022 pour promouvoir l'alternance dans l'ESS à l'invitation de l'OPCO Uniformation.

Quelques mois auparavant, l'Union participait au Colloque « Osons l'égalité : Femmes, environnement et engagement », organisé par les Petits Débrouillard. A cette occasion, l'UDES a tenu un stand aux côtés de la Chambre Régionale de l'ESS (CRESS), pour valoriser les actions réalisées en région sur ce sujet et [le guide réalisé à l'attention des entreprises sur l'égalité professionnelle](#).

Enfin, l'UDES a resserré des liens avec d'autres organisations professionnelles, notamment à l'occasion des élections législatives en participant à un événement de la FNSEA près d'Arles pour promouvoir le « Manifeste pour des ruralités vivantes », dont l'Union est co-signataire.

DES INSTANCES INVESTIES POUR REPRESENTER ET DEFENDRE LES EMPLOYEURS DE L'ESS

En 2022, l'UDES s'est fortement mobilisée en Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse pour valoriser les employeurs de de l'ESS dans les différentes politiques publiques régionales.

Par l'intermédiaire de son représentant au Conseil économique social et environnemental régional (CESER), l'Union a contribué à la rédaction du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) et à la révision du Contrat de plan régional du développement des formations et de l'orientation professionnelle (CPRDFOP), en investissant notamment un groupe de travail sur l'illettrisme et l'illectronisme.

En décembre, suite à la convocation de l'Agence Régionale de Santé (ARS), l'UDES s'est mobilisée sur certains départements pour contribuer aux travaux du Conseil National de la Refondation (CNR) sur l'autonomie et la santé. Elle a par ailleurs contribué aux Assises du travail dans le cadre du Comité Régional de l'Orientation des Conditions de Travail (CROCT). Dans le cadre de son projet « Métiers 2030 », l'UDES reste attentive aux évolutions dans le champ de l'emploi et de la formation en participant à des manifestations régionales comme celle de la Région Sud sur la transition écologique, le 1^{er} décembre 2022.

En Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse, l'UDES mandate **22 employeurs dans 15 instances régionales et départementales**. Parmi celles-ci, ce sont le CESER, le CROCT, la CRESS, le Comité Régional pour l'Emploi, la Formation et l'Orientation Professionnelle (CREFOP), et les Observatoires Départementaux du Dialogue Social et de la négociation collective (ODDS). L'année 2023 aura notamment été marquée par un fort renouvellement de ces instances.

L'UDES est également représentée en Provence-Alpes-Côte d'Azur par **19 conseillers prud'homaux dans 10 conseils de prud'hommes**. En Corse, **2 conseillers prud'homaux** sont présents dans les 2 conseils de prud'hommes.

En 2022, les mandataires de l'UDES ont participé à une vingtaine de réunions d'instances sur tout le territoire et restent très actifs.

Retrouvez [l'annuaire des mandataires](#) présentant les instances investies par notre organisation en Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse et nos représentants qui y siègent.



ET APRES ? LES PERSPECTIVES 2023

Le 26 janvier 2023, l'Union a organisé **un atelier prospectif** réunissant employeurs, bénévoles et salariés de l'ESS, ainsi que des partenaires institutionnels. Sur le temps d'un après-midi, les participants, répartis sur quatre groupes de travail, ont fait valoir leurs préoccupations et leurs visions de l'avenir des métiers de l'ESS. Ces discussions ont permis au consortium du projet « Métiers 2030 » de cerner les pistes d'amélioration et d'élaborer des réponses pour résorber la tension. Une enquête relayée auprès des entreprises du territoire viendra compléter ces prises de parole.

La restitution des résultats du Contrat d'études prospectives et la présentation du plan d'actions qui en découlera sont prévues **le 12 avril 2023**. Le diagnostic et l'analyse prospective de 13 métiers en tension dans l'ESS seront ainsi présentés. A partir de ces données et observations, les partenaires sociaux, les pouvoirs publics et les têtes de réseaux de l'ESS renforceront les dispositifs existants et s'engageront sur de nouvelles actions en faveur de l'attractivité de ces métiers.

L'Union imagine ainsi travailler sur plusieurs thématiques. Sans attendre l'exhaustivité des résultats du Contrat d'études prospectives, l'UDES identifie d'ores-et-déjà déjà un fort besoin d'affirmation d'une identité d'employeur de l'économie sociale et solidaire, qu'il convient d'encourager. De même, les partenaires sociaux expriment une forte préoccupation quant à la construction de parcours professionnels de salariés cohérents et valorisés pour rendre des métiers, pourtant essentiels, attractifs. La réalisation de ces ambitions est conditionnée par la capacité des structures à se réinterroger sur les notions de sens au travail, à proposer des espaces de concertation entre employeurs et salariés, ainsi que d'évaluer leurs impacts, tant sur un volet social qu'environnemental.

Enfin, l'Union souhaite investir le territoire de Corse dans le même état d'esprit que celui qui infuse dans les autres régions. Elle s'appuie sur les forces militantes d'employeurs déjà engagés sur ce territoire et sur l'expérience accumulée par l'Union ces dernières années. A la suite de rencontres récentes avec les institutions corses, l'UDES a bon espoir de proposer un projet ambitieux pour répondre aux problématiques spécifiques à la Corse, tels que la mobilité géographique, l'illettrisme et l'illectronisme, ou la formation d'une main d'œuvre déjà très précaires dans des métiers porteurs de sens et de solutions pour les populations locales.

Nous remercions nos partenaires en région pour leur soutien

